

Jean-Pierre Sueur a posé, ce mardi 21 février, une question orale au Sénat pour demander au Gouvernement le maintien de la liaison SNCF directe entre Paris et le Malesherbois. Il a indiqué que la suppression de cette liaison directe serait très préjudiciable aux six cents usagers du Malesherbois et des environs qui empruntent ce train quotidiennement, ainsi qu'aux douze mille usagers qui empruntent chaque jour cette ligne au sud de Corbeil-Essonnes.

En plus du texte de la question qu'il avait initialement préparée, il a évoqué un courrier reçu le 13 janvier dernier d'un responsable de la SNCF – qui ne l'a nullement convaincu – qui vantait tous les bénéfices (matériel roulant, ponctualité, etc.) dont bénéficieraient les usagers une fois que la liaison directe aurait été supprimée. Il a dit que ces avantages supposés n'étaient pas suffisamment crédibles pour justifier le préjudice que causerait la suppression de la liaison directe.

Barbara Pompili, secrétaire d'État à la biodiversité, lui a répondu au nom d'Alain Vidalies, secrétaire d'État aux transports. Dans sa réponse, elle a évoqué les efforts accomplis pour améliorer les dessertes ferroviaires et les arguments qui ont conduit à envisager la solution d'un changement de train à Corbeil. Elle n'a toutefois pas caché les problèmes qui se posent puisqu'elle a révélé que « *la ponctualité du RER D est réduite à 64 % au sud de Corbeil-Essonnes.* »

Le point essentiel de la réponse se trouve dans la dernière phrase par laquelle la ministre a indiqué textuellement : « *Le secrétaire d'État aux transports a pris note des réticences d'un certain nombre d'usagers sur cette nouvelle organisation. Il va demander au STIF d'examiner dans quelle mesure des trains directs pourraient être maintenus.* »

Reprenant la parole après la ministre, Jean-Pierre Sueur a dit que ce taux de ponctualité de 64 % était vraiment inacceptable et qu'il doutait fort qu'une correspondance à Corbeil, fût-elle « *robuste* » (pour reprendre le terme employé par la ministre), puisse répondre à l'attente des usagers. Il l'a donc vivement remerciée pour la dernière phrase de sa réponse. Celle-ci annonce que le maintien de trains directs sera réexaminé.

Jean-Pierre Sueur ne manquera pas, en lien étroit avec les élus concernés, de prendre contact avec la SNCF et le STIF pour que ce réexamen soit effectif afin de se donner toutes les chances de voir le projet actuel abandonné au profit d'améliorations – absolument nécessaires – sur la ligne directe actuelle.

Lire :

>> [Le texte de la question orale de Jean-Pierre Sueur](#)

>> [La lettre de Julien Dehornoy, directeur de région à la SNCF, à Jean-Pierre Sueur en date du 13 janvier dernier](#)

>> [Le texte intégral de la réponse de Barbara Pompili lors de la séance des questions orales du Sénat de ce mardi 21 février](#)

Dans la presse :

>> [La République du Centre du 21 février](#)

>> [La République du Centre du 22 février](#)